

# BILAN STATISTIQUE DES PRETS CONVENTIONNES DE L'ANNEE 2010

A)	Des taux encore plus bas. ....	2
B)	Une année de réformes .....	4
C)	Une production de l'ensemble des prêts conventionnés en hausse.....	5
D)	Plus de la moitié des opérations sont dans le neuf.....	6
E)	Presque deux tiers des PC sont des PAS. ....	8
F)	Une part de PC à taux variable toujours plus basse. ....	10
G)	Un montant moyen prêté en augmentation, mais avec des grandes disparités. ....	12
1)	Comparaison par type d'opération.....	12
2)	Comparaison par type de taux .....	14
3)	Comparaison PAS et non PAS.....	15
H)	Evolution des parts de marché.....	16
I)	Une baisse du nombre de PC éligibles à l'APL.....	18
J)	Les montants effectivement versés augmentent. ....	19
K)	Stabilité des amortissements et hausse des remboursements anticipés.....	20
L)	L'encours des prêts : 61 milliards d'euros.....	21
	<b>ANNEXES</b> .....	23

# PRETS CONVENTIONNES STATISTIQUES

## ANNEE 2010

*Avertissement : les statistiques sur les prêts PAS issues des déclarations des prêts conventionnés ne sont pas directement comparables aux statistiques issues de la base de données du FGAS, ni à celles émises par la Banque de France dans la double mesure où la procédure de déclaration n'est pas la même et où les statistiques PC donnent les renseignements pour les « autorisations » et les « versements »<sup>1</sup> de prêts alors que les deux autres sources (FGAS et Banque de France) indiquent les « mises en force » .*

Production de l'année 2010 : 103 983 prêts pour 10.60 milliards d'euros

Rappel 2009 : 85 596 prêts pour 8.40 milliards d'euros

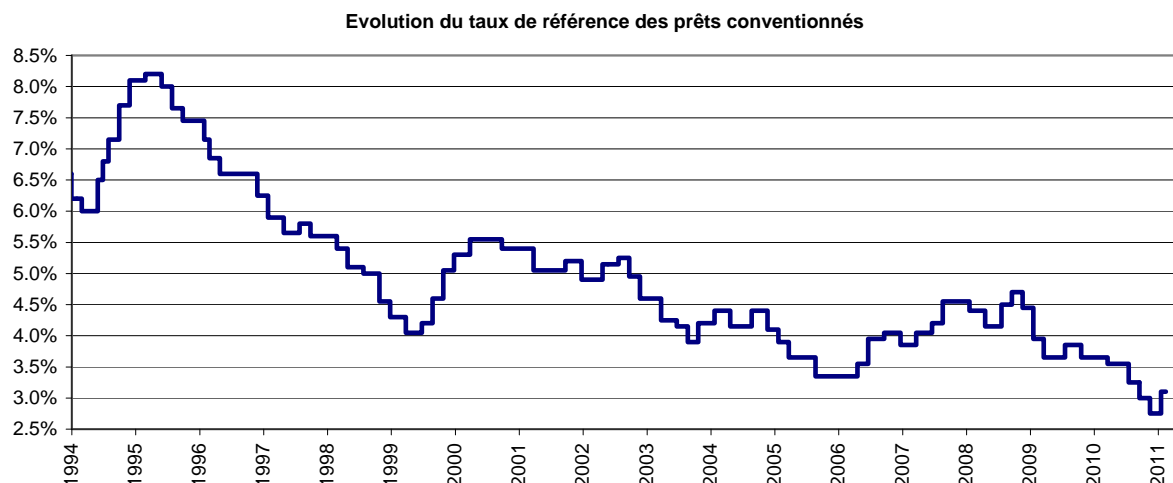
Rappel 2008 : 76 371 prêts pour 7.54 milliards d'euros

Encours des PC à la fin du 4e trimestre 2010 : 61.1 milliards d'euros

Rappel 2009 58.5 milliards d'euros

Rappel 2008 : 56.0 milliards d'euros

### A) Des taux encore plus bas.



<sup>1</sup> Rappel de quelques définitions :

Les « autorisations » sont (en effectif ou en montant) les prêts ayant fait l'objet de l'émission d'une offre pendant la période sous revue.

Les « versements » (encore appelés « affaires nouvelles ») sont les sommes effectivement mises à la disposition de l'emprunteur pendant la période sous revue.

Enfin les « mises en force » sont les crédits ayant fait l'objet au cours de la période sous revue, d'un premier versement effectif au bénéficiaire du prêt, quel que soit le montant de ce décaissement. Les crédits sont déclarés en une seule fois, pour le montant total accordé, dès le premier versement, quel que soit le rythme adopté ou prévu pour les versements ultérieurs.

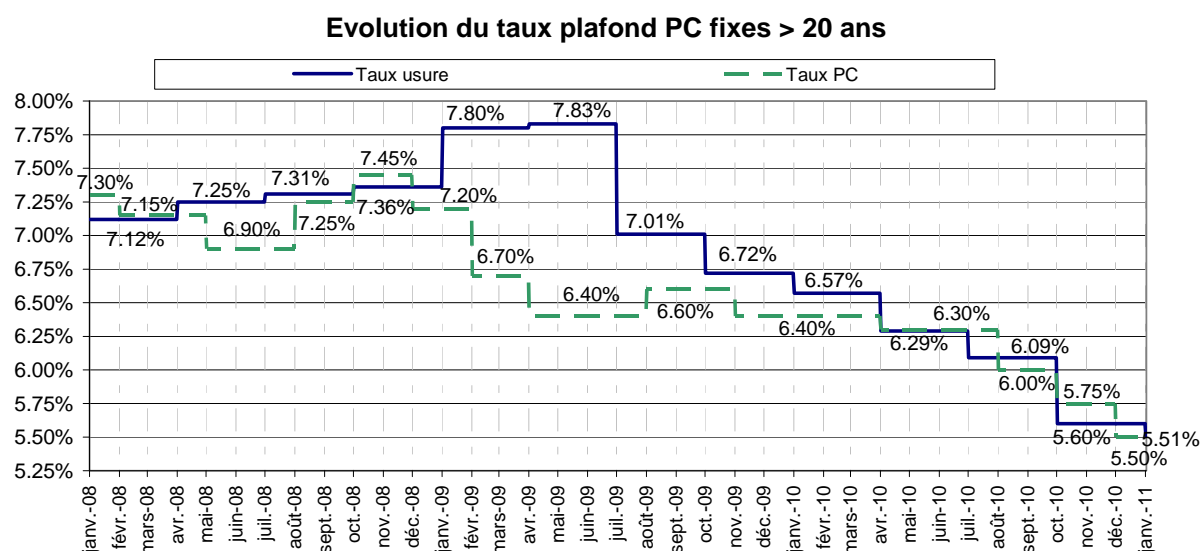
L'année 2009 a débuté par une tendance à la baisse à 3.95% à partir du 1<sup>er</sup> février, puis 3.65% au 1<sup>er</sup> avril. Le taux de référence remonte à 3.85% à partir du 1<sup>er</sup> août puis revient à 3.65% à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2009, avant de connaître de nouvelles diminutions en 2010 : 3.55% à compter du 1<sup>er</sup> avril, puis 3.25% le 1<sup>er</sup> août 2010, 3.00% au 1<sup>er</sup> octobre 2010 et enfin 2.75% du 1<sup>er</sup> décembre au 1<sup>er</sup> février 2011 où il remonte à 3.10% (il faut remonter à la période septembre 2005 - avril 2006 pour trouver le taux minimum de 3.35%).

Les marges appliquées au taux de référence pour obtenir les taux plafonds sont de 2.3% pour les PC à taux variable quelque soit la durée et pour ceux à taux fixe d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, 2.5% pour ceux d'une durée comprise entre 12 et 15 ans, 2.65% pour ceux d'une durée comprise entre 15 et 20 ans et 2.75% pour ceux d'une durée supérieure à 20 ans.

Les taux pratiqués, majorés des divers éléments composant le T.E.G., ne doivent pas dépasser le seuil de l'usure en vigueur.

La base des prêts conventionnés ne permet pas de connaître les taux pratiqués par les établissements.

Le graphique suivant montre que le taux plafond des PC à taux fixe d'une durée supérieure à 20 ans est resté supérieur au taux d'usure jusqu'à fin mars 2008 et pendant les mois d'octobre et novembre 2008. Cette situation ne s'est pas produite en 2009, mais pour le 3<sup>e</sup> trimestre 2010, le taux d'usure se situait à 6.29%, pour un taux plafond PC à 6.30%. En juillet 2010 le taux plafond reste à 6.30% tandis que le taux d'usure descend à 6.09%. La situation se reproduit en octobre et novembre avec un taux d'usure à 5.60% pour un taux PC à 5.75%.



## B) Une année de réformes

- A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les plafonds de ressources des PAS ont été modifiés pour s'aligner sur ceux des PLUS, alors qu'ils l'étaient sur ceux du NPTZ pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2008 au 31 décembre 2009.

**Plafonds applicables à compter du 01/01/2010** (Arrêté du 30 avril 2010, publié au JO du 5 juin 2010, relatif à l'actualisation des plafonds de ressources PLUS)

<b>NOMBRE DE PERSONNES destinées à occuper le logement</b>	<b>ZONE A</b> (en euros)	<b>ZONE B OU C</b> (en euros)
1	21 872	19 016
2	32 688	25 394
3	42 852	30 538
4	51 162	36 866
5	60 872	43 369
6	68 497	48 876
Par personne supplémentaire	7 631	5 452

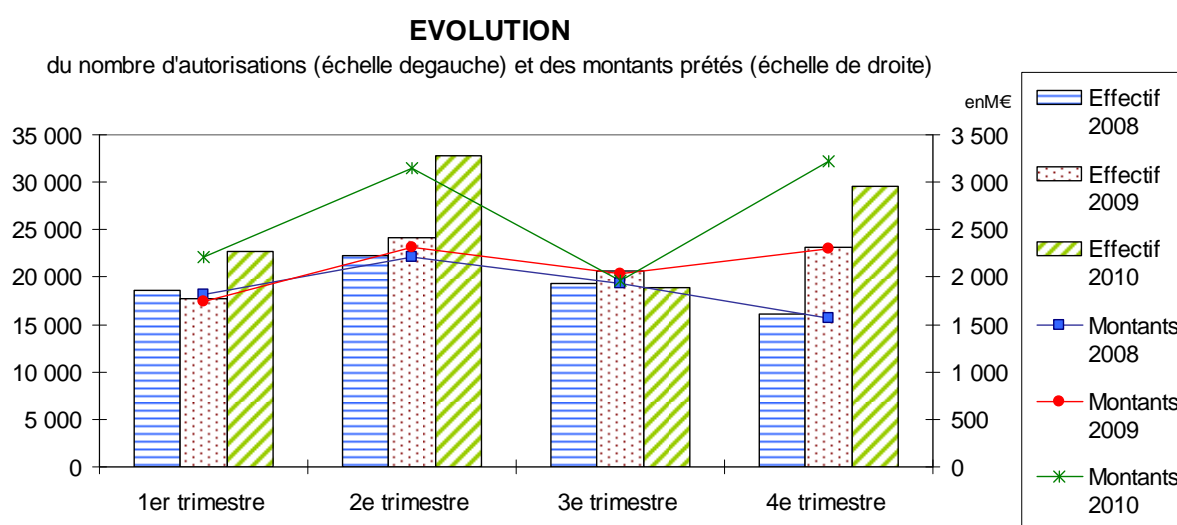
**(Pour mémoire) Plafonds applicables à compter du 01/11/2008 jusqu'au 31/12/2009**

<b>NOMBRE DE PERSONNES destinées à occuper le logement</b>	<b>ZONE A</b> (en euros)	<b>ZONE B OU C</b> (en euros)
1	31 250	23 688
2	43 750	31 588
3	50 000	36 538
4	56 875	40 488
5 personnes et plus	64 875	44 425

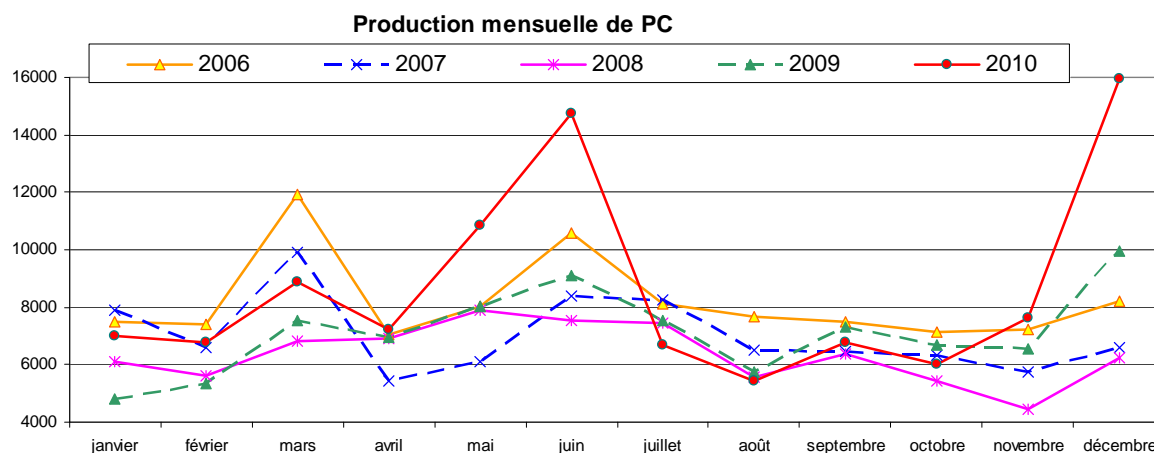
- Fin (en sifflet) du doublement du NPTZ pour le neuf le 30 juin 2010. (Mise à jour du décret n°2010-912 du 3 août 2010 portant fin du doublement du Nouveau prêt à 0 % et simplification de la procédure d'octroi).
- L'article 90 du PLF2011 organise l'arrêt (par étape) du PTZ et l'arrêt du crédit d'impôt TEPA, ainsi que l'entrée en vigueur du PTZ+ au 1<sup>er</sup> janvier 2011. La fin de la TVA réduite attachée au Pass-foncier est pour sa part prévue par l'article 94.

**C) Une production de l'ensemble des prêts conventionnés en hausse.**  
(Annexe 1)

L'ensemble de la production des prêts conventionnés augmente de 21.5% pour l'effectif et de 25.8% en montant par rapport à 2009 et respectivement de 36.2% et 40.1% par rapport à 2008. Seul le 3<sup>e</sup> trimestre a vu le nombre de prêts conventionnés inférieur à ceux de 2009 (-8.2%) et 2008 (-2.4%). A l'opposé, la production du 2<sup>e</sup> trimestre est en hausse de 36.2% par rapport à celui de 2009 et le 4<sup>e</sup> trimestre progresse de 27.6% par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et de 83.5% par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2008. Ceci est à mettre au compte de la fin du strict doublement dans le neuf (maintien d'une multiplication par 1.5) et explique sans doute que le 3<sup>ème</sup> trimestre 2010 soit faible, car enregistrant le contrecoup du second trimestre.



En 2006 et 2007, la production connaissait un pic en mars, probablement dû au changement d'année de référence du revenu pour le NPTZ. A partir de 2008, le mois de mai correspondant au dernier mois d'utilisation de la référence N-2 pour la condition de ressources du NPTZ, présente une production élevée (+34.8% par rapport à l'année précédente). En 2010, les pics se situent au mois de juin, dernier mois du doublement dans le neuf du NPTZ (+61.8% par rapport à juin 2009) et en décembre (+60.1% par rapport à décembre 2009 et +155.1% par rapport à décembre 2008).



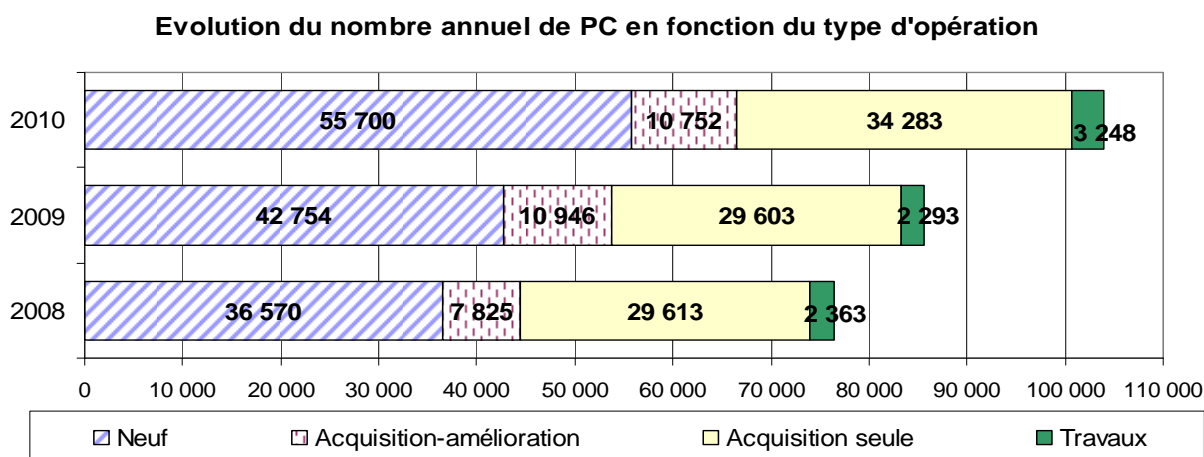
Décembre 2010 coïncidait avec l'extinction du crédit d'impôt de déduction des intérêts d'emprunt (« dispositif TEPA ») qui concernait aussi bien les primo accédants que les autres accédants. Cela a pu avoir des répercussions aussi bien dans l'ancien que dans le neuf, ce mois étant aussi celui au terme duquel allaient disparaître plusieurs dispositifs liés au NPTZ :

- le reliquat de majoration dans le neuf issue du plan de relance, sachant que dans le dispositif suivant (PTZ+) la quotité financée dans le neuf sera conditionnée à la qualification BBC
- les dispositifs de majoration ENL et du PASS Foncier dont la perspective d'extinction a sans doute eu un effet d'entraînement non négligeable

#### D) Plus de la moitié des opérations sont dans le neuf.

(cf. Annexe 3)

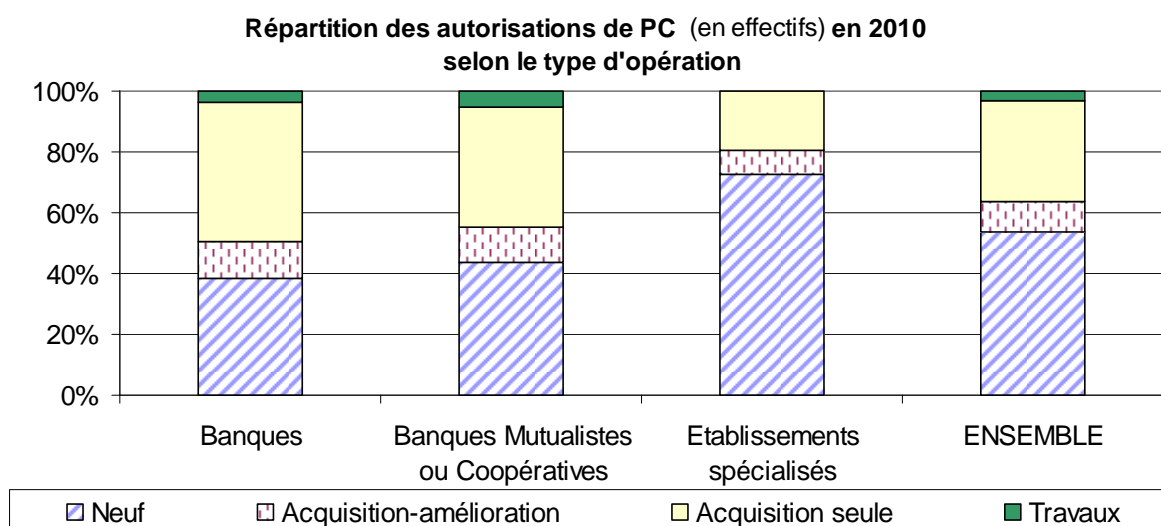
La production dans le neuf augmente de 30.3% par rapport à 2009 et de 52.3% par rapport à 2008. Elle représente 53.6% des prêts conventionnés et atteint même 64.6% pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2010, dernier trimestre du doublement du NPTZ. La part d'opération dans le neuf était de 47.9% en 2008 et de 49.9% en 2009.



Les acquisitions seules représentent 33.0% (contre 34.6% en 2009) des opérations financées par un PC, les acquisitions avec amélioration 10.3% (12.8% en 2009). Les prêts conventionnés destinés aux travaux restent marginaux (3.1%).

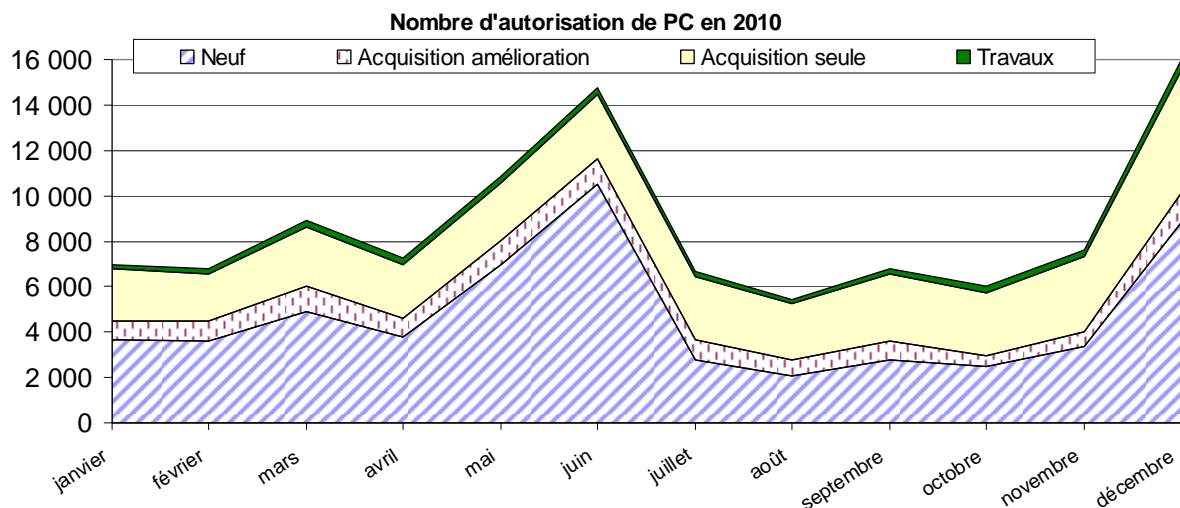
Le graphique suivant montre que la ventilation par type d'opération est différente selon la catégorie d'établissement de crédit<sup>2</sup>. La part du neuf atteint 72.7% pour les établissements spécialisés tandis qu'elle se situe à 43.5% pour les banques mutualistes ou coopératives et 38.4% pour les banques. Pour mémoire, ces valeurs étaient respectivement de 65.4%, 42.1% et 43.3% en 2009, de 60.3%, 43.5% et, 46.0% pour l'année 2008.

On constate que les banques distribuent plus de prêts conventionnés pour les acquisitions seules que pour le neuf. La proportion de PC concernant les acquisitions seules y atteint 45.9% (39.4% pour les banques mutualistes ou coopératives et 19.6% chez les établissements spécialisés).

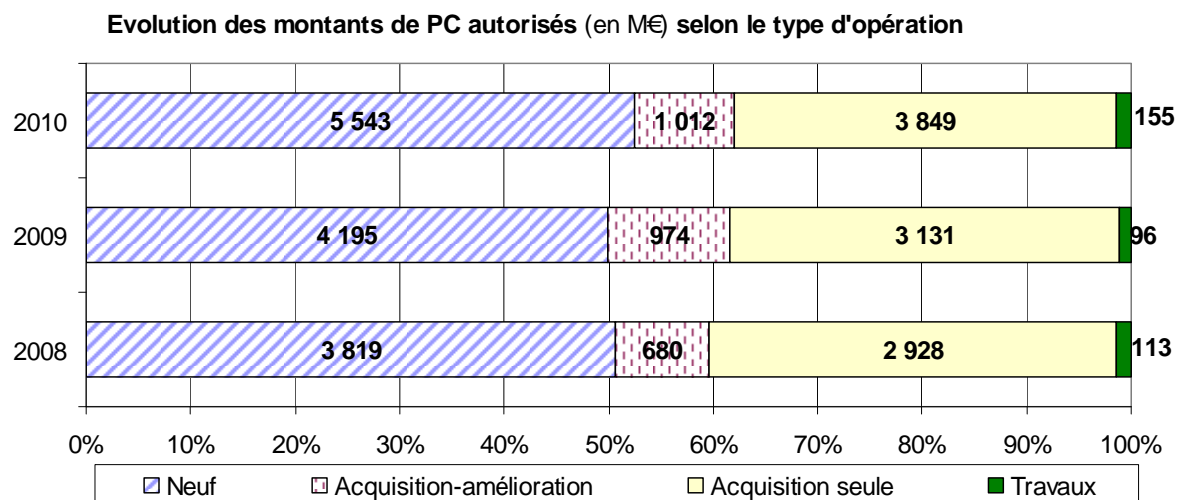


La part du neuf, est montée jusqu'à 64.3% en mai et 71.0% en juin, juste avant la fin du strict doublement du NPTZ et 55.2% en décembre 2010 (production globale la plus élevée de l'année), dernier mois avant les nouvelles réformes concernant l'accèsion à la propriété.

<sup>2</sup> La liste des établissements est consultable annexe 6



Concernant les montants distribués, ils sont en hausse dans le neuf par rapport à 2009 (+32.1%) et de 45.2% par rapport à 2008. Ceux pour les acquisitions seules progressent de 22.9% par rapport à 2009 et de 31.5% par rapport à 2008, ceux des acquisitions avec amélioration respectivement de 4.0% et 48.9%. (L'étude du montant moyen prêté par type d'opération est faite page 12)



**E) Presque deux tiers des PC sont des PAS.**  
(cf. Annexe 4)

Les PAS représentent, en 2010, 64.8% des prêts conventionnés et 59.7% des montants prêtés.

Un établissement ayant corrigé à partir de janvier 2010 ses déclarations concernant les prêts garantis par le FGAS, sans reprendre l'historique, les données des années précédentes ne sont pas



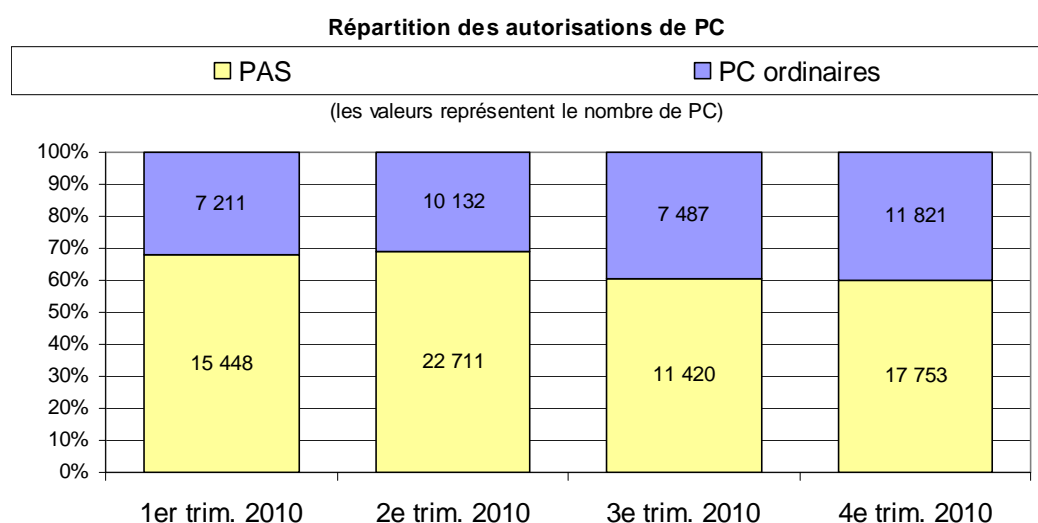
rigoureusement comparables, la production de PAS avant 2010 étant surévaluée pour les établissements mutualistes ou coopératifs.

Les modifications de données de cet établissement ont entraîné une baisse de 10% sur la production globale des PAS de l'année 2010.

	Ensemble		PAS		Non PAS	
	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€
<b>2010</b>	<b>103 983</b>	<b>10 559.2</b>	<b>67 332</b>	<b>6 299.1</b>	<b>36 651</b>	<b>4 260.2</b>
<b>2 009</b>	<b>85 596</b>	<b>8 396.1</b>	<b>65 990</b>	<b>6 406.4</b>	<b>19 606</b>	<b>1 989.7</b>

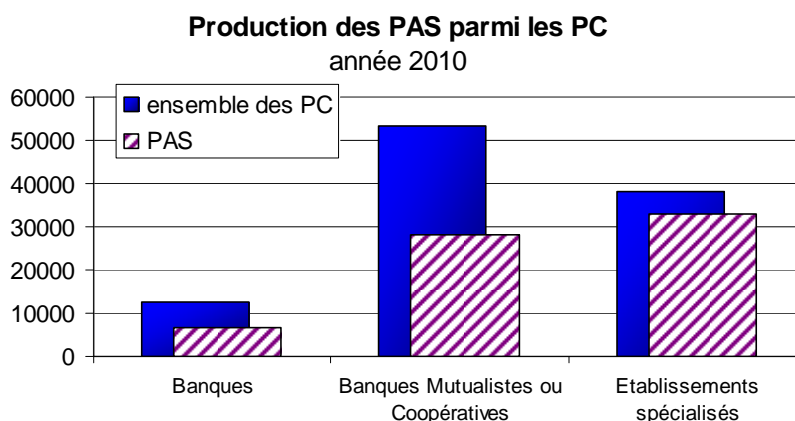
A titre indicatif, la base FGAS<sup>3</sup> contient 62 619 PAS pour un montant de 5 688M€ pour l'année 2010, 59 696 PAS pour un montant de 5 551M€ en 2009 et 40 307 PAS pour un montant de 3 422M€ pour 2008.

L'analyse détaillée par trimestre montre que la répartition PAS / PC ordinaires se situe à 68.2% au 1<sup>er</sup> trimestre et 69.2% au 2<sup>e</sup> trimestre et redescend à 60% pour les deux derniers trimestres.



La moitié des PC accordés par les banques et les banques mutualistes ou coopératives sont des PAS (respectivement 51.1% et 52.5%), alors que la proportion atteint 86.4% chez les établissements spécialisés.

<sup>3</sup> Base FGAS avec les déclarations reçues au 16 juin 2011 qui sont loin d'être définitives (elles ne le sont en général qu'au bout d'environ deux ans).



Presque la moitié des PAS (48.8%) sont produits par les établissements spécialisés, 41.6% par les banques mutualistes ou coopératives et 9.7% par les banques.

#### **F) Une part de PC à taux variable toujours plus basse.**

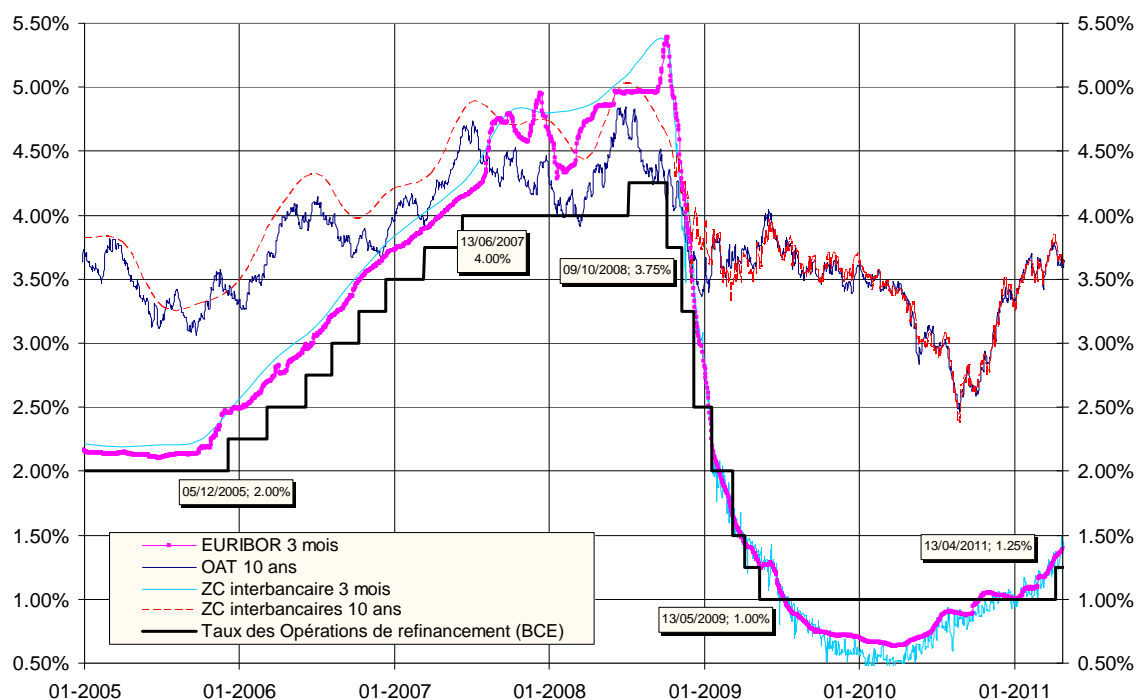
(cf. Annexe 1)

Les prêts conventionnés à taux variable sont en hausse de 14.3% pour les effectifs et de 21.2% pour les montants prêtés par rapport à 2009 (pour une production globale en hausse de respectivement 21.5% et 25.8%) mais en baisse de 25.2% et 27.8 % par rapport à 2008 (pour une production globale en hausse de respectivement 36.2% et 40.1%). Sur ces mêmes périodes, les PC à taux fixe progressent respectivement de 23.0% et 62.8% et leur montant de 26.6% et 69.3%.

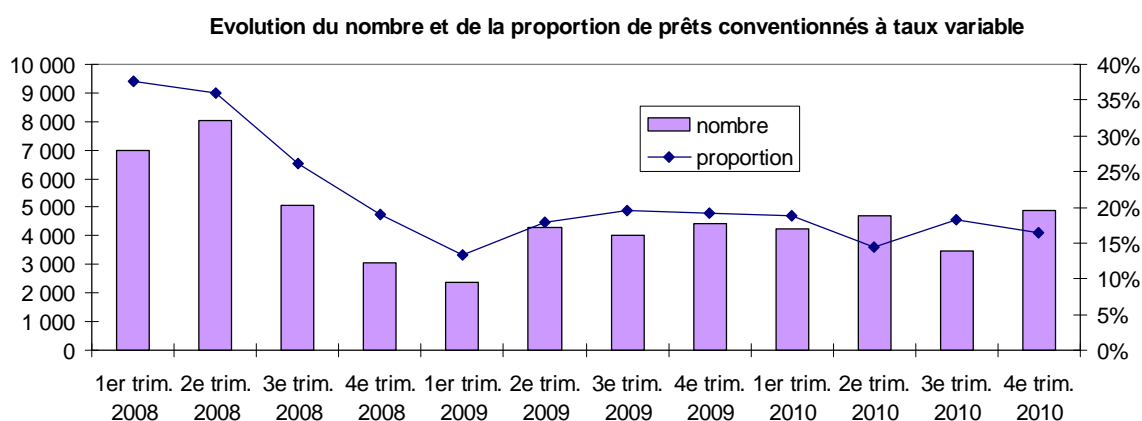
Les PC à taux révisable représentent 16.6% des PC autorisés au cours de l'année 2010, tandis qu'ils étaient 17.7% l'année précédente et 30.3% en 2008. Pour mémoire, ces prêts concernaient 17.5% des PC en 2003, 29.0% en 2004, 26.4% en 2005 mais 37.8% en 2006 et 40.% en 2007.

On observe un phénomène d'encore plus grande ampleur dans la base des seuls prêts garantis puisque la part de PAS est à taux variable est passée de 13.2% en 2008 à 3.7% en 2009 et 4.2% en 2010.

Une explication à ce phénomène tient peut-être au fait que compte tenu de ce que les durées des prêts restent sur des niveaux historiquement les plus élevés qui aient jamais été pratiqués en France, la majorité des acteurs évitent d'ajouter de surcroît l'incertitude qui résulte de la variabilité des taux d'intérêt dont l'index le plus fréquemment utilisé (Euribor 3 mois ou 1 an) est actuellement à son plus bas, ce qui rend à peu près certaine une réévaluation à venir sur très longue durée.

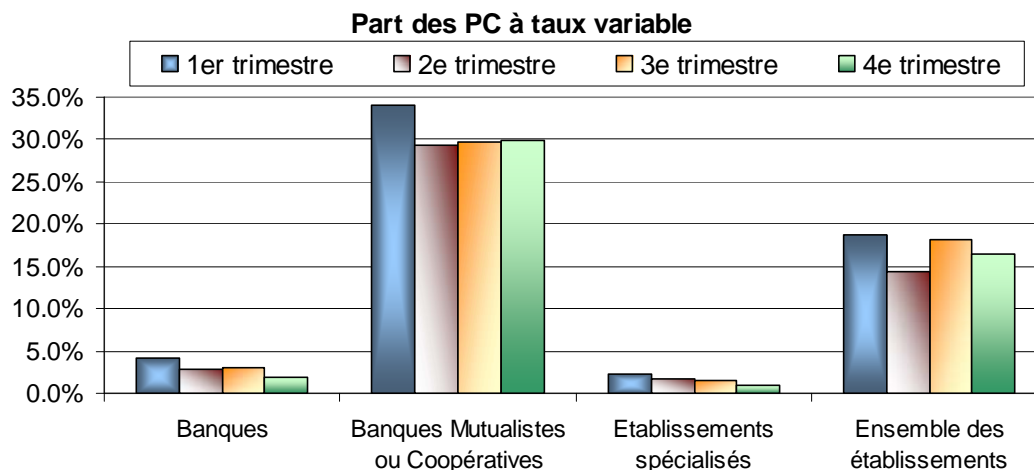


D'après le graphique qui suit, il apparaît que la part des PC à taux révisable n'a cessé de décroître au cours de l'année 2008, passant de 37.6% au 1<sup>er</sup> trimestre à 19.0% au 4<sup>e</sup> trimestre pour atteindre un minimum de 13.4% au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Par la suite, la tendance est plutôt à la hausse, la proportion étant autour de 19% pour les quatre trimestres suivants. L'année 2010 présente les plus faibles proportions pour les trimestres ayant les plus fortes production.



Les établissements n'ont pas tous le même comportement pour la distribution des prêts conventionnés à taux révisable : les banques mutualistes ou coopératives accordent une forte proportion de PC à taux révisable (30.6% sur l'année contre 37.0% en 2009) tandis que ce type de prêt est presque marginal dans les banques (3.0% contre 3.5% en 2009) ainsi que pour les établissements spécialisés (1.6% de la

production contre 1.5% en 2009). Le graphique par trimestre suivant permet de montrer que les tous les établissements de crédits ont baissé leur part de prêts à taux révisables après le 1<sup>er</sup> trimestre, mais l'on peu modifié par la suite.



#### **G) Un montant moyen prêté en augmentation, mais avec des grandes disparités.**

Le montant moyen atteint 101 550 € cette année, en progression de 3.5% par rapport à l'année précédente et de 2.9% par rapport à 2008.

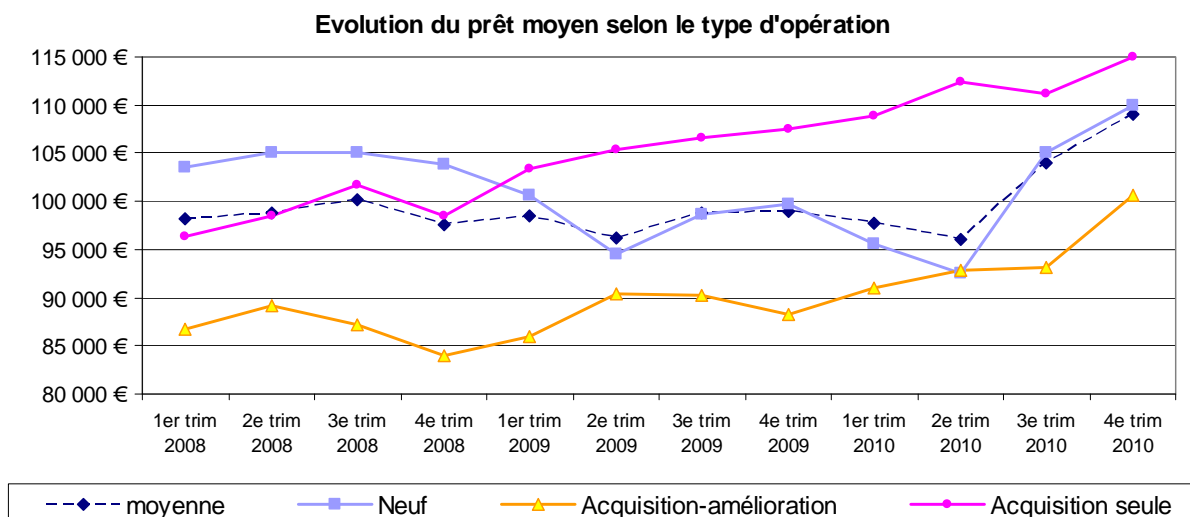
##### 1) Comparaison par type d'opération

Les montants moyens pour le neuf ont augmenté de 1.4% par rapport à 2009 et baissé de 4.7% par rapport à 2008. Ceux de l'acquisition seule ont augmenté de 6.1% par rapport à 2009 et de 13.6% par rapport à l'année 2008.

Montants moyens selon le type d'opération :

	Ensemble	Neuf	Acquisition-amélioration	Acquisition seule	Travaux
<b>2010</b>	101 550 €	99 520 €	94 140 €	112 270 €	47 630 €
<b>2009</b>	98 090 €	98 120 €	88 940 €	105 780 €	42 010 €
<b>2008</b>	98 720 €	104 420 €	86 890 €	98 870 €	47 650 €
<i>Évolution 2009/2010</i>	3.5%	1.4%	5.8%	6.1%	13.4%

Compte tenu du faible nombre de prêts conventionnés accordés pour les travaux seuls, de 500 à 1000 par trimestre, leur montant moyen prêté n'est pas davantage détaillé dans la suite du paragraphe.



Le graphique ci-dessus, illustrant l'évolution depuis 2008 du montant moyen d'un prêt conventionné par type d'acquisition, montre que :

- Le prêt conventionné moyen dans le neuf était traditionnellement plus élevé que les autres types d'opération. A partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2009, il décroît de 3.1% et de 6.1% au 2<sup>e</sup> trimestre 2009 (ce qui s'explique probablement, , par le doublement du prêt à taux zéro dans le neuf au 15 janvier 2009). Le montant se relève par la suite, respectivement de 4.4% et 1.1% au 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre 2009, mais sans atteindre les valeurs de 2008. Début 2010, il baisse de 4.1% puis de 3.2%. On se trouve alors au 2<sup>e</sup> trimestre 2010 dans une situation inédite, à savoir qu'une opération dans le neuf nécessite le montant le plus faible de toutes les opérations. On assiste à sa progression, sans doute liée à la fin du strict doublement du NPTZ, de 13.5% au 3<sup>e</sup> trimestre et de 4.7% au 4<sup>e</sup> trimestre.
- Le prêt conventionné octroyé pour financer des acquisitions sans travaux connaît une hausse assez régulière depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2009. A partir de ce moment, le montant moyen pour une acquisition seule est supérieur à celui du neuf, l'écart atteignant 19 850 € au 2<sup>e</sup> trimestre 2010, se resserrant en fin d'année (5 060€ au 4<sup>e</sup> trimestre 2010)
- Une opération pour acquisition avec amélioration dans l'ancien reste celle qui nécessite le montant le plus faible (à l'exception du 2<sup>e</sup> trimestre 2010, où il est supérieur d'à peine 290 € à celui du neuf).

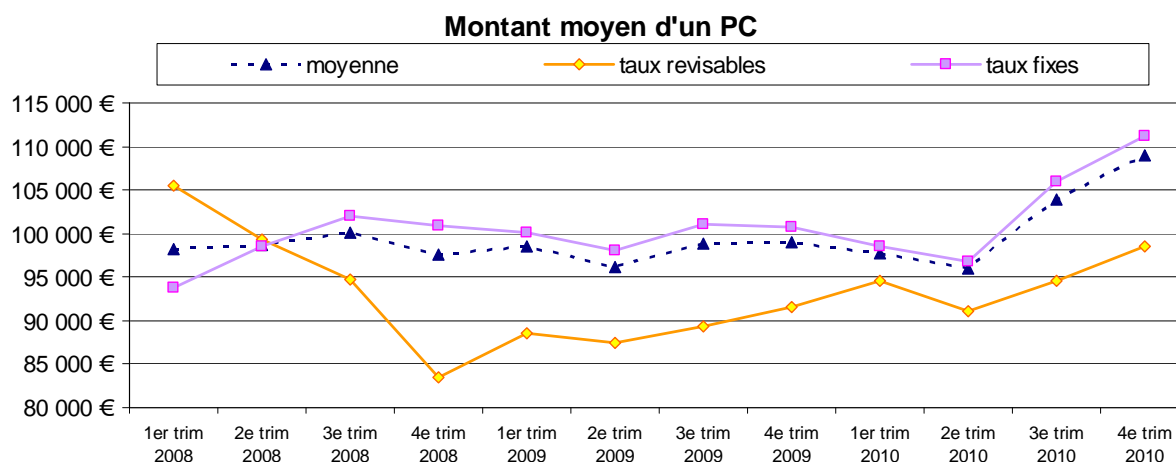
(Dans la base FGAS<sup>4</sup>, on constate également un montant moyen prêté pour les acquisitions seules supérieur à celui d'une opération dans le neuf pour les prêts émis du 1<sup>er</sup> trimestre 2009 jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre 2010, et une hausse brutale de ce dernier de 18.6% au 3<sup>e</sup> trimestre 2010, soit 16 000 € puis sa stabilisation (+0.7%). On remarque également que le montant moyen de l'acquisition avec amélioration est pour tous les trimestres systématiquement le plus faible (en ne tenant pas compte des

<sup>4</sup> Base FGAS avec les déclarations reçues au 16 juin 2011 qui sont loin d'être définitives (elles ne le sont en général qu'au bout d'environ deux ans).

améliorations seules). Entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2010 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2010, le montant moyen est à la hausse de 3.2% pour l'acquisition avec amélioration et stable (-0.2%) pour l'acquisition seule, ce qui le ramène 8 000 € sous le montant du neuf).

## 2) Comparaison par type de taux

Le graphique suivant illustre le fait que les PC à taux révisable finançaient des prêts d'un montant plus élevé que ceux à taux fixe jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre 2008. Depuis, la situation s'est inversée. Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2008, point bas de la courbe pour les montants moyen des prêts à taux variable, et le 4<sup>e</sup> trimestre 2009, le montant moyen de ce type de prêt est en hausse de 9.7%, et de 17.9% par rapport à celui du 4<sup>e</sup> trimestre 2010. Sur ces mêmes périodes, celui d'un taux fixe est stable (-0.1%) et en augmentation de 10.1% entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2008 et celui de 2010. Sur l'ensemble de l'année 2010, le montant moyen est de 94 720 € pour les prêts à taux variable (soit une hausse de 6.0% par rapport à 2009 mais une baisse de 3.4% par rapport à 2008). Celui des taux fixes est de 102 910 € (soit une hausse de 3.0% par rapport à 2009 et de 3.9% par rapport à 2008). Au 4<sup>e</sup> trimestre 2010, l'écart au profit du montant moyen des prêts à taux fixe est de 12 650 €



### 3) Comparaison PAS et non PAS

Sur l'ensemble de l'année 2010, le montant moyen du PAS est inférieur à celui des PC ordinaires de 22 680 €. L'écart atteint son maximum au 3<sup>e</sup> trimestre avec 25 220 € et redescend à 16 960 € au 4<sup>e</sup> trimestre 2010, compte tenu de la stabilisation des montants des PC ordinaires sur les deux derniers trimestres de l'année et de la progression de 8.9% de celui des PAS

Montants moyens selon le type de prêt :

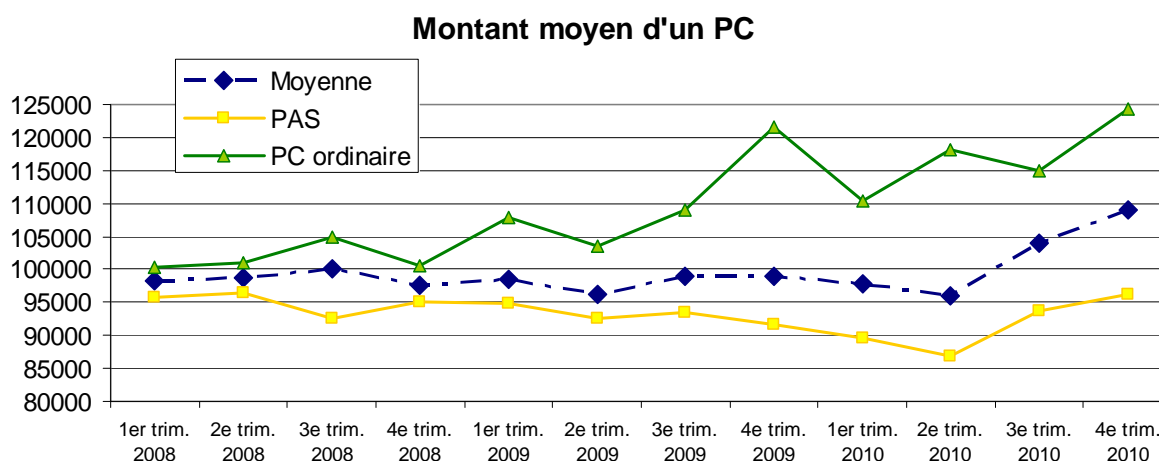
	Ensemble	PAS	Non PAS
<b>2010</b>	101 550 €	93 550 €	116 240 €
<b>2009</b>	98 090 €	97 080 €*	101 480 €*

\* Un établissement ayant rectifié ses déclarations concernant les prêts garantis par le FGAS pour l'année 2010 sans reprendre l'historique, les données de ces deux années ne sont pas rigoureusement comparables.

A titre d'information, dans la base FGAS, au 16 juin 2011, le montant moyen d'un PAS émis en 2008 est de 95 150€, de 93 000€pour ceux de 2009 et 90 800€pour 2010, ce qui donnerait les valeurs suivantes :

	Ensemble	PAS	Non PAS
<b>2010</b>	101 550 €	90 800 €	117 800 €
<b>2009</b>	98 090 €	93 000 €	109 800 €
<b>2008</b>	98 700 €	95 150 €	101 900 €

ainsi que le graphique suivant :



## H) Evolution des parts de marché.

(Annexe 2)

Cette année encore, les banques mutualistes ou coopératives restent le plus gros distributeur de prêts conventionnés, en octroyant plus de la moitié des prêts conventionnés de l'année 2010, elles gagnent ainsi 7.0 points de part de marché. De même, les établissements spécialisés gagnent 4.2 points. A l'opposé les banques perdent 11.1 points. En ce qui concerne les PAS, les établissements spécialisés accordent presque la moitié de la production (48.8%) les banques mutualistes ou coopératives en autorisent 41.6% tandis que les banques ne distribuent que 9.7% des PAS.

### Parts de marché calculées en nombre d'autorisations

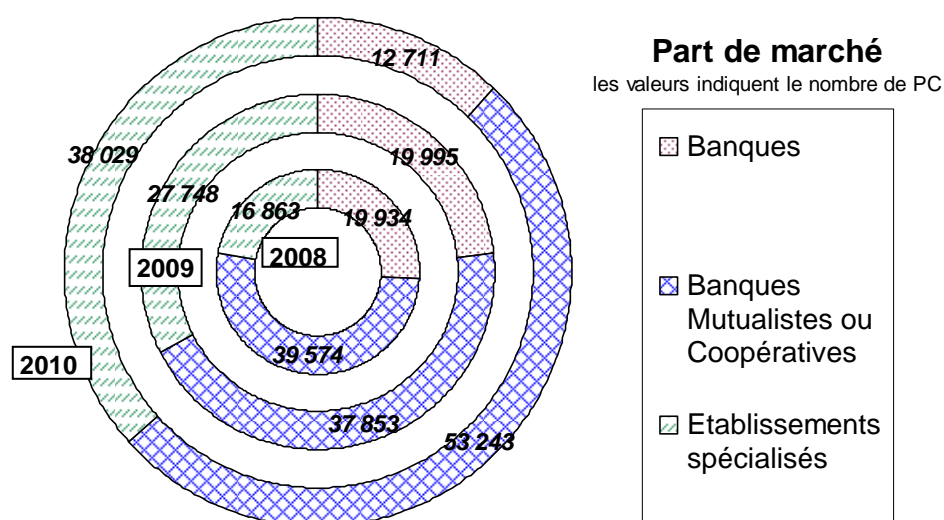
	Ensemble des PC			PAS seuls	
	2009	2010	Évolution	2009*	2010
Banques	23.4%	12.2%	↘	13.8%	9.7%
Banques Mutualistes ou Coopératives	44.2%	51.2%	↗	45.3%	41.6%
Etablissements spécialisés	32.4%	36.6%	↗	40.9%	48.8%
TOTAL	100.0%	100.0%		100.0%	100.0%

- Un établissement ayant rectifié ses déclarations concernant les prêts garantis par le FGAS pour l'année 2010 sans reprendre l'historique, ces deux années ne sont pas rigoureusement comparables, la production de PAS en 2009 étant surévaluée pour les établissements mutualistes ou coopératifs. A titre indicatif, dans la base FGAS au 16 juin 2011, les parts de marché des émissions de PAS sont les suivantes :

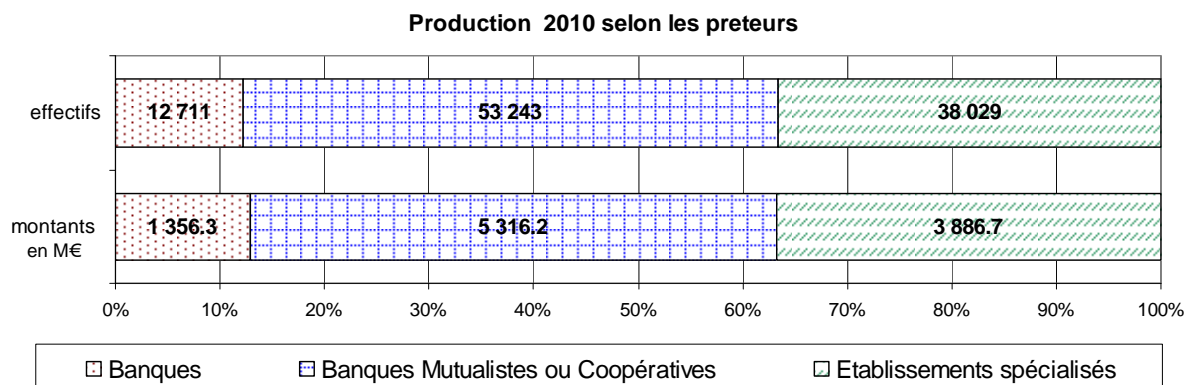
	2008	2009	2010
Banques	17.3%	14.6%	9.5%
Banques Mutualistes ou Coopératives	48.7%	45.8%	48.2%
Etablissements spécialisés	34.0%	39.6%	42.3%
TOTAL	100.0%	100.0%	100.0%

Alors que l'augmentation de la production globale est de 21.5% pour les effectifs et de 25.8% pour les montants, celle des banques mutualistes ou coopératives est respectivement de 40.7% et 50.8%, celle des établissements spécialisés de 37.1% et 31.7%. Les banques diminuent de 36.4% du point de vue des effectifs et de 29.4% pour les montants.





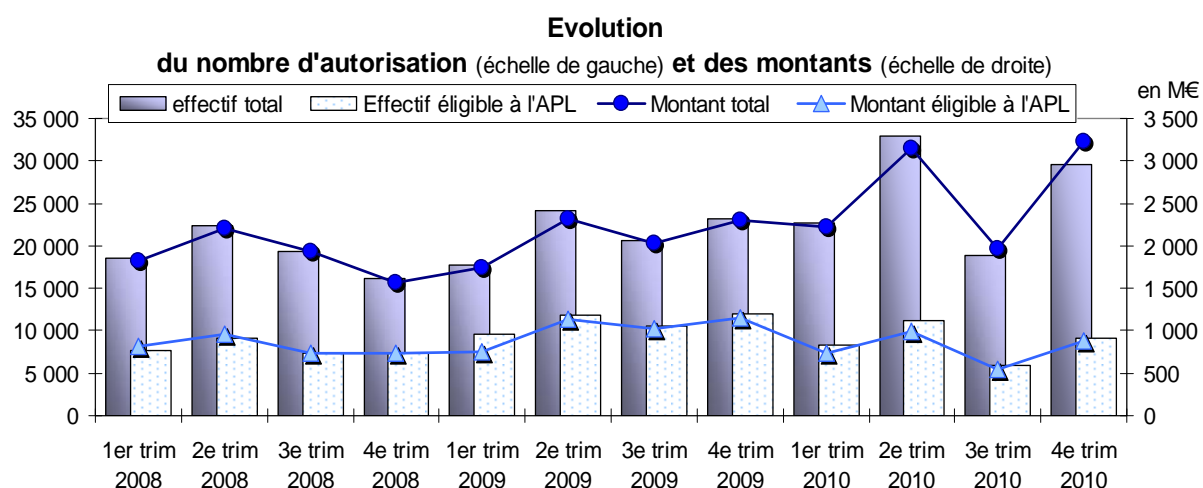
La répartition des autorisations de prêts conventionnés selon les types de prêteurs varie légèrement selon qu'il s'agisse des effectifs ou des montants prêtés. Une différence significative tient à ce que les établissements de crédit spécialisés distribuent des prêts d'un montant moyen nettement plus élevé que celui des banques mutualistes ou coopératives. Le montant moyen prêté varie de 99 850 € pour les banques mutualistes ou coopératives (en hausse de 7.2% par rapport à 2009) à 102 200 € pour les établissements spécialisés (en baisse de 3.9%) et atteint 106 700 € pour les banques (en hausse de 11.1%).



## I) Une baisse du nombre de PC éligibles à l'APL.

(cf. Annexe 1)

Le nombre de PC permettant à l'emprunteur de bénéficier de l'APL<sup>5</sup> au moment de l'offre de prêt a diminué de 21.0% en un an mais augmenté de 10.2% sur deux ans. Seuls un tiers des prêts conventionnés pourront permettre à leur titulaires de bénéficier de l'APL et 29.8% de l'ensemble des montants prêtés (contre respectivement 51.2% et 48.3% pour l'année 2009 et 41.2% et 43.1% pour l'année 2008).



Le montant moyen d'un PC éligible à l'APL est de 90 820 € en baisse de 1.9% par rapport à l'année précédente et celui non éligible de 106 900 €(+3.0% par rapport à 2009)

On note de fortes différences selon les prêteurs :

- Pour les banques, 31.6% des prêts seront éligibles à l'APL, en baisse de 15.0% par rapport à 2009. Cependant il existe de grandes diversités dans les déclarations ; certains établissements ne déclarent aucun ménage bénéficiaire de l'APL. Un établissement donnait 51% de PC bénéficiant de l'APL en 2007 puis 42% en 2008, en déclare 17% en 2009 mais 32% en 2010. A l'opposé, ce pourcentage atteint 100% pour 2010 pour un distributeur (contre 81% en 2009, 54% en 2008 et 52% en 2007)..
- 37.2% des PC accordés par les banques mutualistes ou coopératives sont concernés par l'APL, contre 46.8% en 2009, 33.0% en 2008 et 29.6% en 2007. Certains établissements déclarent tous les prêts non éligibles. Un distributeur déclarant sa part de prêts bénéficiant d'APL autour

<sup>5</sup> Si tous les PC ouvrent potentiellement droit à l'APL, celle-ci n'est pas obligatoirement versée car elle est fonction d'un barème intrinsèque dépendant notamment de la localisation de l'opération et des revenus du ménage : on entend donc ici par « éligibilité à l'APL » le versement effectif d'une APL non nulle pour l'opération considérée.

de 77% jusqu'à fin 2006, a progressivement réduit celle-ci qui a atteint 58% en 2007, 52% en 2008; cet établissement déclare pour 2009, une proportion de 75% qui redescend à 57% en 2010. Un autre établissement déclare 11% des ménages bénéficiaires de l'APL pour l'année 2007, 61% en 2008 et 81% en 2009 pour atteindre 91% cette année (pourcentage qui a augmenté régulièrement passant de 18% au 4<sup>e</sup> trimestre 2007 à 82% au 4<sup>e</sup> trimestre 2008, puis de 70% au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 à environ 90% depuis le dernier trimestre 2009).

- Les établissements spécialisés ont leur part de PC éligibles à l'APL en baisse, passant de 78.2% en 2008 à 77.0% en 2009 et 28.4% en 2010. Cette proportion est de 35% cette année pour un distributeur qui la déclarait auparavant supérieure à 90%.

Compte-tenu de la dispersion de l'information déclarée, il y a donc lieu de ne pas tirer de conclusions définitives des statistiques concernant l'APL.

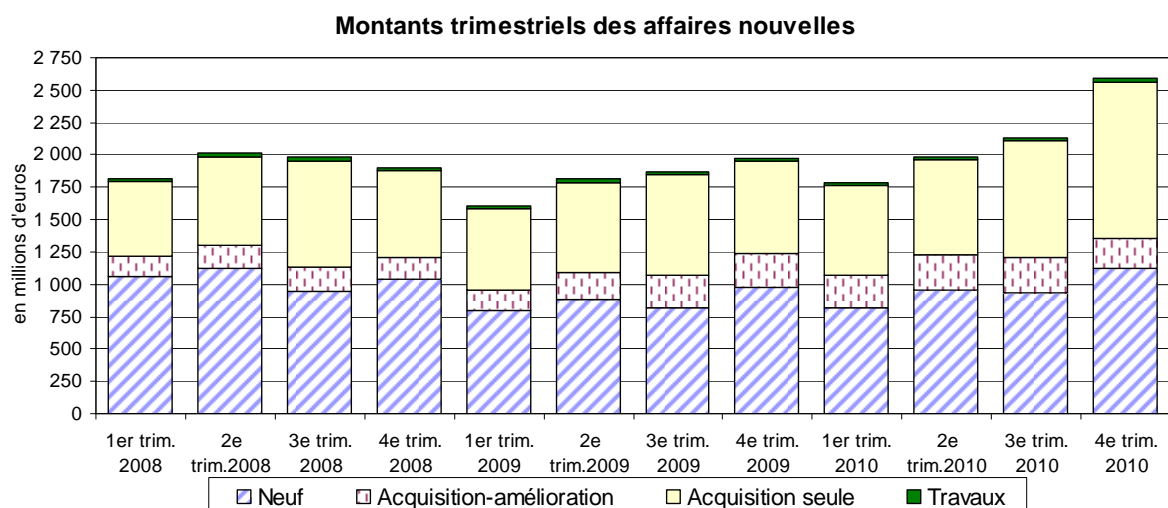
#### **J) Les montants effectivement versés augmentent.**

(cf. Annexe 5)

L'ensemble des versements réalisés depuis la fin de l'année précédente (regroupés sous le vocable « affaires nouvelles »), totalise 8 490 M€ pour l'année 2010 (7 272 M€ pour l'année 2009 et 7 714 M€ pour l'année 2008), soit une augmentation de 16.8% par rapport à l'année précédente et de 10.1% par rapport à 2008. On constate un 4<sup>e</sup> trimestre très important (+21.5% par rapport au trimestre précédent et +31.1% par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2009), conséquence de la forte production de l'année 2010 et des délais nécessaires entre les autorisations et les déblocages des prêts.

Les versements sont en hausse dans l'ancien: 17.9% pour l'acquisition avec amélioration et 25.3% pour l'acquisition seule. Le neuf voit ses affaires nouvelles également en augmentation de 10.3%.

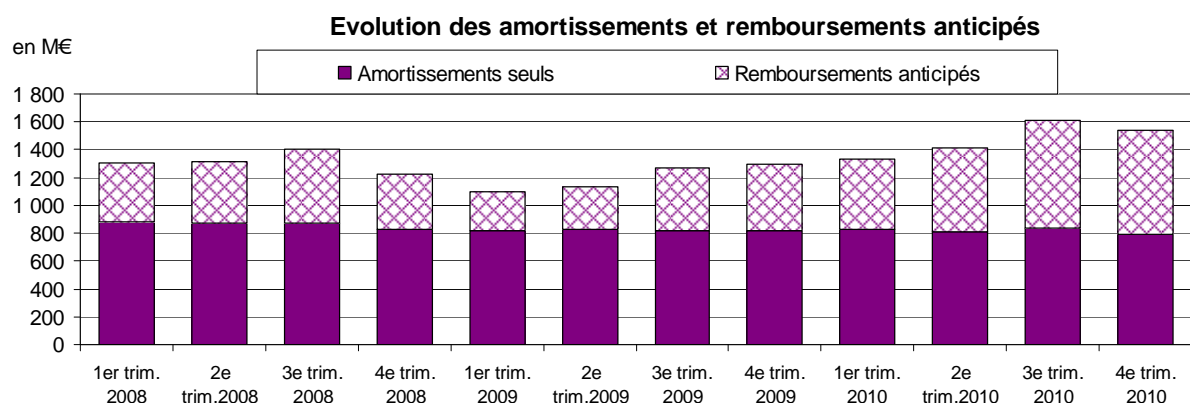
La répartition des affaires nouvelles, cette année est : 45.2% pour le neuf, 41.5% pour l'acquisition seule, 12.2% pour l'acquisition avec amélioration et 1.1% pour les travaux. Malgré une forte augmentation des autorisations dans le neuf de l'année 2010, sa part pour les affaires nouvelles perd 2.6 points, les délais entre l'émission et les déblocages de fonds étant plus longs.



### K) Stabilité des amortissements et hausse des remboursements anticipés.

(cf. Annexe 5)

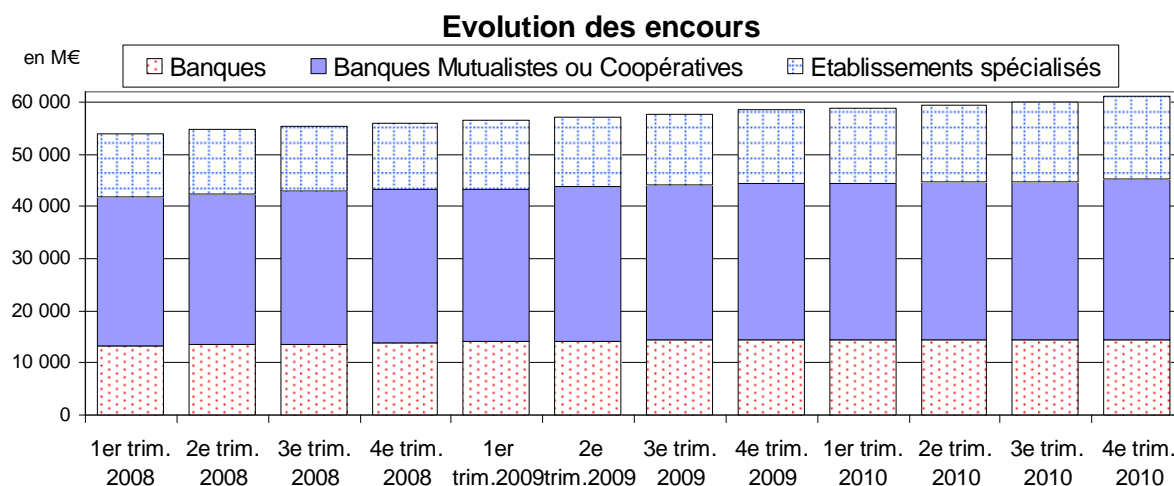
L'ensemble des amortissements (y compris remboursements anticipés et ajustements) totalise 5 907 M€ pour l'année 2010, en hausse de 23.1% par rapport à 2009. Les remboursements anticipés qui représentent 2 645 M€ soit 44.8% du total des amortissements (contre 31.5% en 2009, 34.2% en 2008 et 36.5% en 2007), sont également en forte augmentation (+75.% par rapport à 2009). Par conséquent, les amortissements nets des RA se chiffrent à 3 262 M€ contre 3 287 M€ en 2009 et 3 447 M€ en 2008, ce qui représente une relative stabilité par rapport à 2009 (-0.7%) et une baisse de 5.3% par rapport à 2008.



## L) L'encours des prêts : 61 milliards d'euros.

(cf. Annexes 1 et 4)

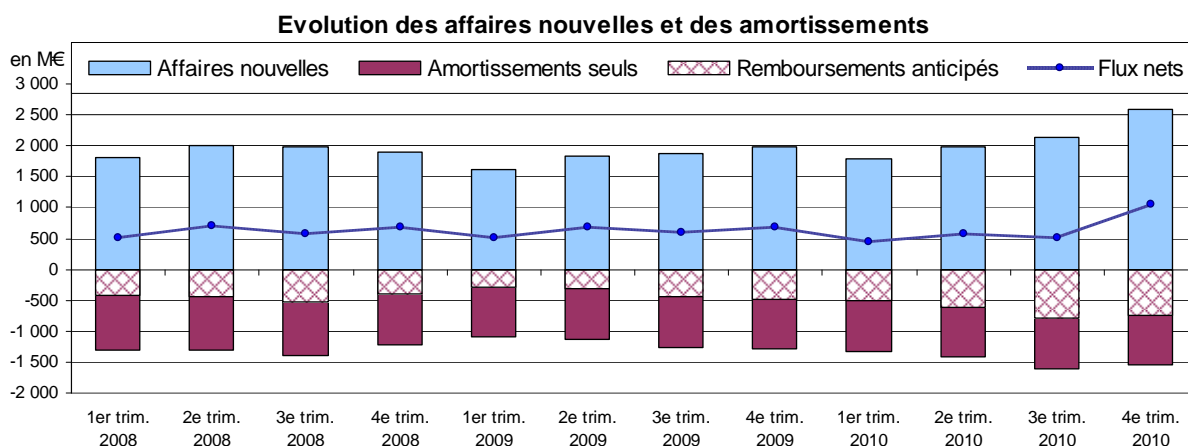
L'encours a augmenté de 4.4% pendant l'année 2010, avec une hausse plus importante chez les établissements spécialisés (+12.5%) et les banques mutualistes ou coopératives (+3.6%). L'encours des banques régressent de 1.7%.



La répartition de l'encours entre les différents prêteurs fin décembre 2010 est un peu modifiée par rapport à l'année précédente (entre parenthèses, les valeurs à fin décembre 2009):

- Banques : 23.4% (24.8%)
- Banques mutualistes ou coopératives : 50.5% (50.9%)
- Etablissements spécialisés : 26.1% (24.2%)

La hausse continue de l'encours s'explique par le fait que les affaires nouvelles sont toujours supérieures aux amortissements. Cette année le flux positif d'encours<sup>6</sup> est de 2 583 millions d'euros (contre 2 474 millions d'euros en 2009 et 2 473 millions d'euros en 2008).



A la fin de l'année 2010 et comparativement à l'année précédente :

- L'encours des PC avec APL représente 30.9% de l'encours total (-1,3 point).
- L'encours des PAS représente encore plus de la moitié du total (54.7% soit -2.2 points revenant ainsi au niveau de 2008).
- L'encours des PC d'une durée supérieure à 20 ans représente 40.1% de l'encours global, (+2.6 points). Pour mémoire, il représentait 37.5% fin 2009, 34.5% fin 2008, 32.8% fin 2007, 26.5% au 4<sup>e</sup> trimestre 2006 et 19.6% au 4<sup>e</sup> trimestre 2005.

---

<sup>6</sup> Egal à la différence entre Affaires nouvelles et Amortissements (y compris RA)

# **ANNEXES**

# **ANNEXES**

Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés	2
Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs	3
Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations	5
Annexe 4 : Autorisations PC / PAS	7
Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours	8
Annexe 6 : Liste des établissements	10



## Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés

Déclarations reçues au 19/05/2011

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

### Récapitulatif

M€	Autorisations de Prêt			Flux affectant les encours de prêts			Encours des prêts
	Effectifs	Montant	Montant moyen d'un PC	Versements (1)	Amortissements, RA et ajustements (1)	Flux nets	
<b>2010</b>	<b>103 983</b>	<b>10 559.2</b>	<b>0.102</b>	<b>8 490.3</b>	<b>5 906.9</b>	<b>2 583.4</b>	<b>61 083</b>
4e trimestre	29 574	3 224.8	0.109	2 590.1	1 541.7 (2)	1 048.4	61 083
3e trimestre	18 907	1 965.0	0.104	2 131.3	1 613.0 (2)	518.3	60 035
2e trimestre	32 843	3 153.4	0.096	1 982.8	1 416.1 (2)	566.7	59 517
1er trimestre	22 659	2 216.0	0.098	1 786.1	1 336.1 (2)	450.0	58 950
<b>2009</b>	<b>85 596</b>	<b>8 396.1</b>	<b>0.098</b>	<b>7 271.6</b>	<b>4 797.6</b>	<b>2 473.9</b>	<b>58 500</b>
4e trimestre	23 174	2 294.7	0.099	1 975.5	1 293.6 (2)	681.9	58 500
3e trimestre	20 601	2 036.4	0.099	1 869.1	1 270.2 (2)	598.9	57 818
2e trimestre	24 115	2 319.9	0.096	1 820.8	1 132.6 (2)	688.3	57 219 (3)
1er trimestre	17 706	1 745.1	0.099	1 606.1	1 101.2 (2)	504.9	56 525
<b>2008</b>	<b>76 371</b>	<b>7 539.0</b>	<b>0.099</b>	<b>7 713.6</b>	<b>5 241.1</b>	<b>2 472.6</b>	<b>56 020</b>
4e trimestre	16 114	1 572.4	0.098	1 903.6	1 219.6 (2)	684.0	56 020
3e trimestre	19 377	1 939.9	0.100	1 981.5	1 400.4 (2)	581.2	55 336
2e trimestre	22 326	2 204.7	0.099	2 014.5	1 312.6 (4)	701.9	54 755
1er trimestre	18 554	1 821.9	0.098	1 814.0	1 308.5	505.5	54 053

M€	Ensemble		dont PC éligibles à l'APL		dont PAS (5)		dont PC à taux révisables	
	Effectifs (1)	Montant	Effectifs (1)	Montant	Effectifs (1)	Montant	Effectifs (1)	Montant
<b>2010</b>	<b>103 983</b>	<b>10 559.2</b>	<b>34 632</b>	<b>3 145.4</b>	<b>67 332</b>	<b>6 299.1</b>	<b>17 290</b>	<b>1 637.7</b>
4e trimestre	29 574	3 224.8	9 164	872.3	17 753	1 815.5	4 866	479.2
3e trimestre	18 907	1 965.0	5 934	551.1	11 420	1 072.8	3 448	326.1
2e trimestre	32 843	3 153.4	11 181	986.9	22 711	2 014.3	4 712	429.0
1er trimestre	22 659	2 216.0	8 353	735.1	15 448	1 396.5	4 264	403.4
<b>2009</b>	<b>85 596</b>	<b>8 396.1</b>	<b>43 815</b>	<b>4 058.4</b>	<b>65 990</b>	<b>6 406.4</b>	<b>15 121</b>	<b>1 351.5</b>
4e trimestre	23 174	2 294.7	11 935	1 154.6	18 347	1 786.8	4 437	406.4
3e trimestre	20 601	2 036.4	10 522	1 017.0	15 867	1 547.9	4 016	359.0
2e trimestre	24 115	2 319.9	11 816	1 137.5	18 070	1 730.8	4 296	376.0
1er trimestre	17 706	1 745.1	9 542	749.3	13 706	1 341.0	2 372	210.1
<b>2008</b>	<b>76 371</b>	<b>7 539.0</b>	<b>31 434</b>	<b>3 248.5</b>	<b>39 671</b>	<b>3 915.8</b>	<b>23 131</b>	<b>2 268.1</b>
4e trimestre	16 114	1 572.4	7 308	729.2	10 040	975.7	3 056	255.2
3e trimestre	19 377	1 939.9	7 299	740.9	9 552	948.4	5 059	479.1
2e trimestre	22 326	2 204.7	9 106	960.7	11 114	1 100.4	8 031	797.3
1er trimestre	18 554	1 821.9	7 721	817.8	8 965	891.3	6 985	736.5

(1) Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations de versements et d'amortissements.

Les versements réalisés depuis la fin du trimestre précédent sont également dénommés affaires nouvelles.

(2) Un établissement déclare des rachats de créances.

(3) Un établissement a procédé à un ajustement de 6 169K€ suite à migration informatique.

(4) Un établissement a procédé à un ajustement de 65K€ suite à migration informatique.

(5) Un établissement a rectifié depuis janvier 2010 ses déclarations erronées, ce qui entraîne une baisse de 10% sur la production des PAS de l'année 2010, les valeurs antérieures sont surévaluées.

## Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

Déclarations reçues au 19/05/2011

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

### Autorisations par type de prêteur - Effectifs

	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
<b>2010</b>	<b>103 983</b>	<b>12 711</b>	<b>53 243</b>	<b>38 029</b>
	100.0%	12.2%	51.2%	36.6%
4e trimestre	29 574	2 524	15 729	11 321
3e trimestre	18 907	2 815	11 025	5 067
2e trimestre	32 843	3 613	14 899	14 331
1er trimestre	22 659	3 759	11 590	7 310
<b>2009</b>	<b>85 596</b>	<b>19 995</b>	<b>37 853</b>	<b>27 748</b>
	100.0%	23.4%	44.2%	32.4%
4e trimestre	23 174	4 493	11 196	7 485
3e trimestre	20 601	4 780	10 189	5 632
2e trimestre	24 115	6 526	10 706	6 883
1er trimestre	17 706	4 196	5 762	7 748
<b>2008</b>	<b>76 371</b>	<b>19 934</b>	<b>39 574</b>	<b>16 863</b>
	100.0%	26.1%	51.8%	22.1%
4e trimestre	16 114	4 422	7 298	4 394
3e trimestre	19 377	5 039	10 540	3 798
2e trimestre	22 326	5 654	12 115	4 557
1er trimestre	18 554	4 819	9 621	4 114

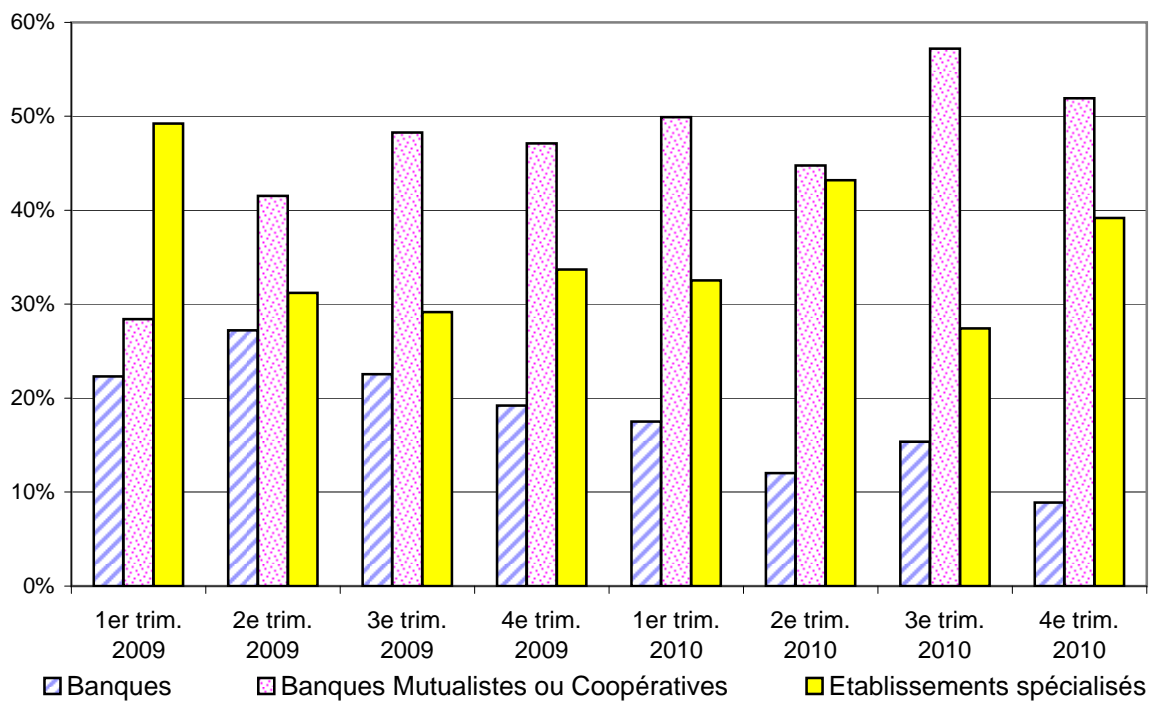
### Autorisations par type de prêteur - Montants en M€

	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
<b>2010</b>	<b>10 559.2</b>	<b>1 356.3</b>	<b>5 316.2</b>	<b>3 886.7</b>
	100.0%	12.8%	50.3%	36.8%
4e trimestre	3 224.8	286.8	1 674.2	1 263.8
3e trimestre	1 965.0	302.2	1 123.8	539.0
2e trimestre	3 153.4	379.0	1 411.9	1 362.6
1er trimestre	2 216.0	388.3	1 106.4	721.4
<b>2009</b>	<b>8 396.1</b>	<b>1 921.3</b>	<b>3 524.3</b>	<b>2 950.5</b>
	100.0%	22.9%	42.0%	35.1%
4e trimestre	2 294.7	440.6	1 081.2	772.9
3e trimestre	2 036.4	459.2	983.2	594.0
2e trimestre	2 319.9	631.8	963.7	724.3
1er trimestre	1 745.1	389.6	496.1	859.3
<b>2008</b>	<b>7 539.0</b>	<b>1 989.4</b>	<b>3 559.8</b>	<b>1 989.7</b>
	100.0%	26.4%	47.2%	26.4%
4e trimestre	1 572.4	439.4	634.2	498.9
3e trimestre	1 939.9	502.9	996.8	440.2
2e trimestre	2 204.7	571.0	1 082.8	551.0
1er trimestre	1 821.9	476.2	846.1	499.7

## Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

Déclarations reçues au 19/05/2011

### PARTS DE MARCHE (en montant d'autorisations des PC)



### Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations

Déclarations reçues au 19/05/2011

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

#### Autorisations par type d'opérations - Effectifs

	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
<b>2010</b>	<b>103 983</b>	<b>55 700</b>	<b>10 752</b>	<b>34 283</b>	<b>3 248</b>
	100.0%	53.6%	10.3%	33.0%	3.1%
4e trimestre	29 574	14 666	2 420	11 485	1 003
3e trimestre	18 907	7 690	2 392	8 140	685
2e trimestre	32 843	21 205	3 070	7 702	866
1er trimestre	22 659	12 139	2 870	6 956	694
<b>2009</b>	<b>85 596</b>	<b>42 754</b>	<b>10 946</b>	<b>29 603</b>	<b>2 293</b>
	100.0%	49.9%	12.8%	34.6%	2.7%
4e trimestre	23 174	12 137	3 075	7 311	651
3e trimestre	20 601	9 696	2 842	7 529	534
2e trimestre	24 115	12 630	2 999	7 842	644
1er trimestre	17 706	8 291	2 030	6 921	464
<b>2008</b>	<b>76 371</b>	<b>36 570</b>	<b>7 825</b>	<b>29 613</b>	<b>2 363</b>
	100.0%	47.9%	10.2%	38.8%	3.1%
4e trimestre	16 114	7 075	1 885	6 653	501
3e trimestre	19 377	8 989	1 958	7 790	640
2e trimestre	22 326	10 658	2 197	8 683	788
1er trimestre	18 554	9 848	1 785	6 487	434

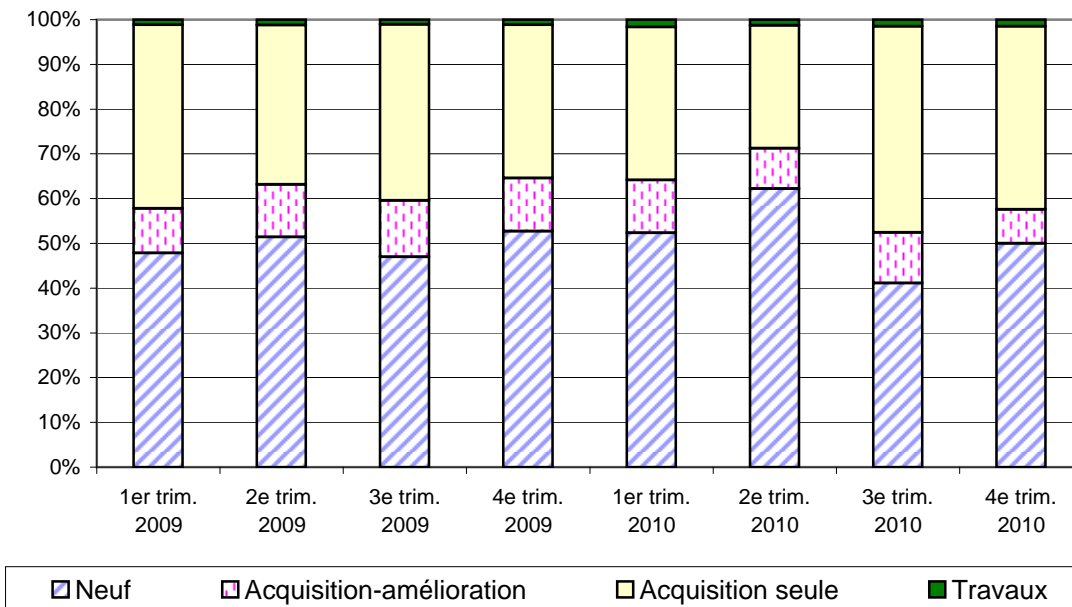
#### Autorisations par type d'opérations - Montants M€

	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
<b>2010</b>	<b>10 559.2</b>	<b>5 543.2</b>	<b>1 012.2</b>	<b>3 849.1</b>	<b>154.7</b>
	100.0%	52.5%	9.6%	36.5%	1.5%
4e trimestre	3 224.8	1 612.7	243.4	1 321.0	47.7
3e trimestre	1 965.0	807.5	222.9	905.3	29.3
2e trimestre	3 153.4	1 962.3	285.0	865.6	40.6
1er trimestre	2 216.0	1 160.6	261.0	757.2	37.2
<b>2009</b>	<b>8 396.1</b>	<b>4 194.9</b>	<b>973.5</b>	<b>3 131.4</b>	<b>96.3</b>
	100.0%	50.0%	11.6%	37.3%	1.1%
4e trimestre	2 294.7	1 210.3	271.6	786.5	26.4
3e trimestre	2 036.4	956.4	256.3	802.3	21.4
2e trimestre	2 319.9	1 193.5	271.1	826.8	28.5
1er trimestre	1 745.1	834.6	174.6	715.8	20.1
<b>2008</b>	<b>7 539.0</b>	<b>3 818.7</b>	<b>679.9</b>	<b>2 927.8</b>	<b>112.6</b>
	100.0%	50.7%	9.0%	38.8%	1.5%
4e trimestre	1 572.4	735.0	158.2	655.5	23.7
3e trimestre	1 939.9	943.9	170.8	791.9	33.2
2e trimestre	2 204.7	1 120.4	196.0	855.1	33.2
1er trimestre	1 821.9	1 019.3	154.9	625.3	22.5

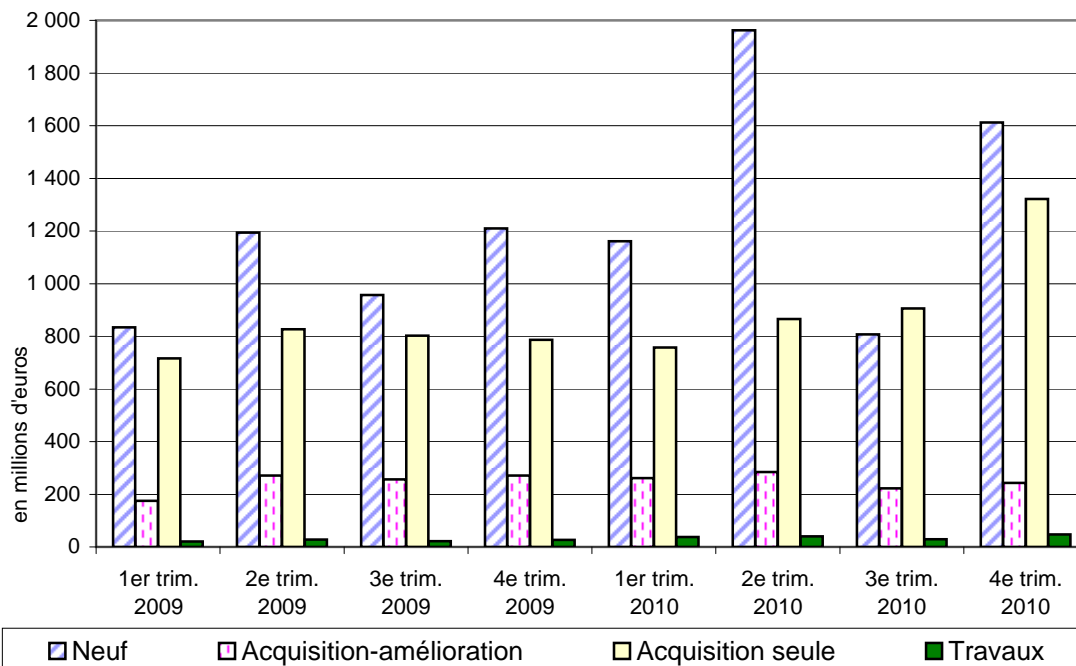
### Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations

Déclarations reçues au 19/05/2011

#### Répartition des montants d'autorisations PC



#### Montants d'autorisations PC



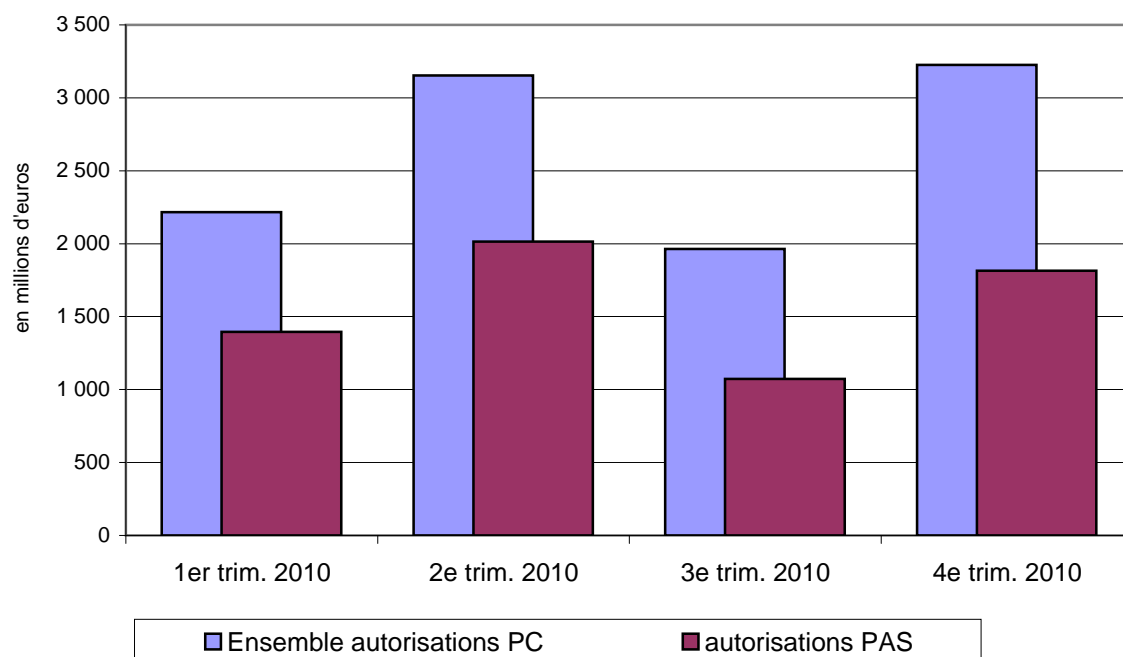
## Annexe 4 : Autorisations PC / PAS

Déclarations reçues au 19/05/2011

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

M€	Ensemble		dont PAS (1)		Poids des PAS dans l'ensemble des PC	
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant
<b>2010</b>	<b>103 983</b>	<b>10 559.2</b>	<b>67 332</b>	<b>6 299.1</b>	<b>64.8%</b>	<b>59.7%</b>
4e trimestre	29 574	3 224.8	17 753	1 815.5	60.0%	56.3%
3e trimestre	18 907	1 965.0	11 420	1 072.8	60.4%	54.6%
2e trimestre	32 843	3 153.4	22 711	2 014.3	69.2%	63.9%
1er trimestre	22 659	2 216.0	15 448	1 396.5	68.2%	63.0%
<b>2009</b>	<b>85 596</b>	<b>8 396.1</b>	<b>65 990</b>	<b>6 406.4</b>	<b>77.1%</b>	<b>76.3%</b>
4e trimestre	23 174	2 294.7	18 347	1 786.8	79.2%	77.9%
3e trimestre	20 601	2 036.4	15 867	1 547.9	77.0%	76.0%
2e trimestre	24 115	2 319.9	18 070	1 730.8	74.9%	74.6%
1er trimestre	17 706	1 745.1	13 706	1 341.0	77.4%	76.8%
<b>2008</b>	<b>76 371</b>	<b>7 539.0</b>	<b>39 671</b>	<b>3 915.8</b>	<b>51.9%</b>	<b>51.9%</b>
4e trimestre	16 114	1 572.4	10 040	975.7	62.3%	62.1%
3e trimestre	19 377	1 939.9	9 552	948.4	49.3%	48.9%
2e trimestre	22 326	2 204.7	11 114	1 100.4	49.8%	49.9%
1er trimestre	18 554	1 821.9	8 965	891.3	48.3%	48.9%

### Montants d'autorisations PC / PAS



(1) Un établissement a rectifié depuis janvier 2010 ses déclarations erronées, ce qui entraîne une baisse de 10% sur la production des PAS de l'année 2010, les valeurs antérieures sont surévaluées.

## Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

Déclarations reçues au 19/05/2011

### Encours global des Prêts Conventionnés (M€)

	Encours fin de période	dont PC avec APL (1)		dont PAS		dont PC d'une durée > à 20 ans	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>2010</b>	<b>61 083</b>	<b>18 847</b>	<b>30.9%</b>	<b>33 420</b>	<b>54.7%</b>	<b>24 518</b>	<b>40.1%</b>
4e trimestre	61 083	18 847	30.9%	33 420	54.7%	24 518	40.1%
3e trimestre	60 035	19 067	31.8%	34 052	56.7%	24 014	40.0%
2e trimestre	59 517	19 254	32.4%	33 505	56.3%	23 497	39.5%
1er trimestre	58 950	19 299	32.7%	33 325	56.5%	22 652	38.4%
<b>2009</b>	<b>58 500</b>	<b>18 834</b>	<b>32.2%</b>	<b>33 306 (3)</b>	<b>56.9% (3)</b>	<b>21 952</b>	<b>37.5%</b>
4e trimestre	58 500	18 834	32.2%	33 306 (3)	56.9% (3)	21 952	37.5%
3e trimestre	57 818	18 706	32.4%	32 444 (3)	56.1% (3)	21 000	36.3%
2e trimestre	57 219 (2)	18 651	32.6%	31 770 (3)	55.5% (3)	20 245	35.4%
1er trimestre	56 525	18 442	32.6%	31 065 (3)	55.0% (3)	19 416	34.3%
<b>2008</b>	<b>56 020</b>	<b>18 918</b>	<b>33.8%</b>	<b>30 575 (3)</b>	<b>54.6% (3)</b>	<b>19 350</b>	<b>34.5%</b>
4e trimestre	56 020	18 918	33.8%	30 575 (3)	54.6% (3)	19 350	34.5%
3e trimestre	55 336	19 608	35.4%	30 092 (3)	54.4% (3)	20 070	36.3%
2e trimestre	54 755	19 646	35.9%	29 852 (3)	54.5% (3)	19 595	35.8%
1er trimestre	54 053	19 442	36.0%	29 788 (3)	55.1% (3)	18 449	34.1%

### Encours des Prêts Conventionnés par types de prêteurs (M€)

	Encours fin de période	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
<b>2010</b>	<b>61 083</b>	<b>14 282</b>	<b>30 864</b>	<b>15 937</b>
4e trimestre	61 083	14 282	30 864	15 937
3e trimestre	60 035	14 405	30 332	15 298
2e trimestre	59 517	14 544	30 109	14 863
1er trimestre	58 950	14 560	29 903	14 487
<b>2009</b>	<b>58 500</b>	<b>14 532</b>	<b>29 796</b>	<b>14 172</b>
4e trimestre	58 500	14 532	29 796	14 172
3e trimestre	57 818	14 414	29 594	13 809
2e trimestre	57 219 (2)	14 244	29 459	13 516
1er trimestre	56 525	14 037	29 331	13 157
<b>2008</b>	<b>56 020</b>	<b>13 886</b>	<b>29 387</b>	<b>12 747</b>
4e trimestre	56 020	13 886	29 387	12 747
3e trimestre	55 336	13 691	29 138	12 507
2e trimestre	54 755	13 536	28 885	12 335
1er trimestre	54 053	13 313	28 639	12 101

(1) Prêts dont les titulaires remplissaient, à la date de la demande, les conditions requises pour bénéficier de l'APL.

(2) Un établissement a procédé à un ajustement de 6 169K€ suite à migration informatique.

(3) Un établissement a rectifié depuis janvier 2010 ses déclarations erronées, entraînant une baisse de 4% sur l'encours fin 2010; les valeurs antérieures sont surévaluées.

## Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

Déclarations reçues au 19/05/2011

### Flux affectant les encours : affaires nouvelles réalisées et amortissements (M€)

Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations d'affaires nouvelles et d'amortissements. Les affaires nouvelles représentent les versements réalisés depuis la fin du trimestre précédent.

	Versements	Neuf		Acquisition-amélioration		Acquisition seule		Travaux		Amortissements, RA et ajustements	
Périodes	Montant	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	dont RA
<b>2010</b>	<b>8 490</b>	<b>3 834</b>	<b>45.2%</b>	<b>1 039</b>	<b>12.2%</b>	<b>3 521</b>	<b>41.5%</b>	<b>97</b>	<b>1.1%</b>	<b>5 907</b>	<b>2 054</b>
4e trimestre	2 590	1 125	43.4%	233	9.0%	1 205	46.5%	27	1.1%	1 542 (1)	490
3e trimestre	2 131	934	43.8%	273	12.8%	901	42.3%	23	1.1%	1 613 (1)	646
2e trimestre	1 983	952	48.0%	280	14.1%	725	36.6%	25	1.2%	1 416 (1)	508
1er trimestre	1 786	822	46.0%	253	14.2%	689	38.6%	21	1.2%	1 336 (1)	410
<b>2009</b>	<b>7 272</b>	<b>3 476</b>	<b>47.8%</b>	<b>881</b>	<b>12.1%</b>	<b>2 811</b>	<b>38.7%</b>	<b>103</b>	<b>1.4%</b>	<b>4 798</b>	<b>1 924</b>
4e trimestre	1 976	975	49.4%	261	13.2%	717	36.3%	23	1.2%	1 294 (1)	371
3e trimestre	1 869	819	43.8%	248	13.3%	780	41.7%	22	1.2%	1 270 (1)	468
2e trimestre	1 821	879	48.3%	217	11.9%	693	38.0%	32	1.7%	1 133 (1)	575
1er trimestre	1 606	803	50.0%	155	9.7%	622	38.7%	26	1.6%	1 101 (1)	511
<b>2008</b>	<b>7 714</b>	<b>4 171</b>	<b>54.1%</b>	<b>697</b>	<b>9.0%</b>	<b>2 737</b>	<b>35.5%</b>	<b>107</b>	<b>1.4%</b>	<b>5 241</b>	<b>1 531</b>
4e trimestre	1 904	1 044	54.8%	162	8.5%	668	35.1%	30	1.6%	1 220 (1)	461
3e trimestre	1 982	950	47.9%	187	9.4%	818	41.3%	27	1.3%	1 400 (1)	468
2e trimestre	2 015	1 121	55.7%	185	9.2%	680	33.8%	29	1.4%	1 313 (2)	349
1er trimestre	1 814	1 056	58.2%	164	9.0%	571	31.5%	23	1.2%	1 308	253

(1) Un établissement déclare des rachats de créances.

(2) Un établissement a procédé à un ajustement de 65K€ suite à migration informatique.



## **Annexe 6 : Liste des établissements**

déclarant à la SGFGAS un encours non nul fin décembre 2010

### **Banques**

BANQUE CHALUS  
BANQUE CIC Nord Ouest  
BANQUE COURTOIS  
BANQUE DE BRETAGNE  
BANQUE DE SAVOIE  
BANQUE LAYDERNIER  
BANQUE PRIVEE EUROPEENNE  
BANQUE RHONE ALPES  
BNP PARIBAS  
BNP Paribas Personal Finance  
Banque CIC Sud Ouest  
Boursorama Banque  
CIC Est  
CIC Ouest  
CM-CIC Services  
CREDIT COMMERCIAL DU SUD OUEST  
CREDIT DU NORD  
DEXIA Crédit Local  
GE MONEY BANK  
HSBC FRANCE  
LA BANQUE POSTALE  
LCL  
LYONNAISE DE BANQUE  
S B E  
SOCIETE GENERALE  
SOCIETE MARSEILLAISE CREDIT  
SBCIC  
SOCIETE GENERALE  
SOCIETE MARSEILLAISE CREDIT

### **Banques Mutualistes ou Coopératives**

BANQUES POPULAIRES (BPCE)  
CAISSES D'EPARGNE (BPCE)  
CREDIT AGRICOLE  
CREDIT MUTUEL

### **Etablissements spécialisés**

CREDIT FONCIER FRANCE  
GIE CIF Services